

CONSEIL

Conseil

**PROJET DE RÉSOLUTION DU CONSEIL PORTANT RÉVISION DU MANDAT DU COMITÉ
D'EXAMEN DES SITUATIONS ÉCONOMIQUES ET DES PROBLÈMES DE DÉVELOPPEMENT**

(Note du Secrétaire général)

JT03342198

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.



Contexte

1. Le mandat actuel du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (Comité EDR) expire au 31 décembre 2013 [[C\(2008\)20](#)]. Le Comité EDR a été créé en 1961 et son mandat a été révisé une fois, en 2006 [[C\(2006\)5](#)]. Depuis sa création, le Comité exerce sa mission en se référant à l'Article 1 de la Convention relative à l'OCDE, à savoir notamment « réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres » et « contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ».

2. Une évaluation en profondeur du Comité EDR a été menée en 2011-2012 [[C\(2012\)31](#) et [C/M\(2012\)4](#), point 60] et à l'issue de celle-ci, un certain nombre de modifications de procédure ont été effectuées, ou sont en cours. Le rapport sur l'évaluation en profondeur ne contenait pas de recommandation relative au mandat du Comité.

3. Le Comité EDR, qui n'a pas d'organe subsidiaire, a entrepris l'examen du renouvellement de son mandat le 1^{er} octobre 2012, et, a approuvé, le 22 mai 2013, le nouveau mandat figurant en Annexe pour transmission au Conseil [[ECO/EDR/DIV/M\(2013\)1](#)] :

- Le Comité EDR a estimé que son mandat actuel était approprié à la large portée de ses travaux, qui consistent à examiner tout l'éventail des politiques et des institutions économiques des pays en vue d'améliorer leurs performances économiques.
- Le format du mandat a été restructuré en conformité avec les pratiques actuelles de présentation des comités de niveau I.
- La formulation du mandat a été adaptée pour indiquer clairement que les performances économiques ne se limitent pas à la seule « croissance économique ».
- Dans le préambule, une référence a été ajoutée à la partie pertinente des Principes et pratiques concertés du Comité EDR [[ECO/EDR/DIV\(2013\)3](#)], qui contient des détails supplémentaires sur les sujets pouvant être abordés par le Comité EDR et qui évolue en fonction du contexte économique et des lignes de force des travaux du Comité.

4. Il est proposé que le mandat, tel que figurant dans le projet de Résolution présenté en Annexe, reste en vigueur pour une période de cinq ans, jusqu'au 31 décembre 2018, à moins que le Conseil n'en décide autrement. Le projet de Résolution se substituera à toutes les dispositions antérieures concernant le mandat du Comité. Celui-ci reviendra au Conseil pour proposer une révision de son mandat si de nouveaux développements importants le justifient.

Action proposée.

5. À la lumière de ce qui précède, le Secrétaire général invite le Conseil à adopter le projet de conclusions suivant :

LE CONSEIL

- a) prend note du document [C\(2013\)81](#) ;
- b) adopte le projet de Résolution portant révision du mandat du Comité d'examen des politiques économiques et des problèmes de développement figurant en Annexe au document [C\(2013\)81](#), qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

ANNEXE

**PROJET DE RÉSOLUTION DU CONSEIL PORTANT RÉVISION DU MANDAT DU COMITÉ
D'EXAMEN DES SITUATIONS ÉCONOMIQUES ET DES PROBLÈMES DE
DÉVELOPPEMENT**

LE CONSEIL,

Vu la Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, en date du 14 décembre 1960 ;

Vu le Règlement de procédure de l'Organisation ;

Vu la Résolution du Conseil sur les partenariats au sein des organes de l'OCDE [[C\(2012\)100/FINAL](#)] ;

Vu le paragraphe 13 du rapport du Comité préparatoire sur la création du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, révisé en 2006 [[C\(2006\)5](#)] et renouvelé pour la dernière fois en 2008 [[C\(2008\)20](#)] ;

Vu les recommandations formulées à l'issue de l'Évaluation en profondeur du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement [[C\(2012\)31](#) et [C/M\(2012\)4](#), point 60] ;

Vu les Principes et pratiques concertés du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement [[ECO/EDR/DIV\(2013\)3](#)], qui développent l'objectif fondamental du Comité et en détaillent la mise en œuvre ;

Notant que les Principes et pratiques concertés évoluent en fonction du contexte économique et des lignes de force des travaux du Comité et que, de ce fait, celui-ci peut être amené à les mettre à jour de temps à autre en tant que de besoin ;

Vu la proposition de révision du mandat du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement [[C\(2013\)81](#)] ;

DÉCIDE :

A. Le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement est renouvelé avec le mandat révisé suivant :

I. Objectifs

1. Le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement a pour objectif fondamental d'améliorer de manière durable les performances économiques des Membres et de certains non-Membres en favorisant une meilleure connaissance des principaux défis économiques auxquels ils sont confrontés, afin de contribuer au renforcement de leurs politiques économiques.

2. Pour atteindre cet objectif, le Comité formule des commentaires et des recommandations spécifiques à chaque pays sur les politiques macroéconomiques et structurelles des pays examinés, et sur les interactions entre ces politiques.

II. Actions

3. Grâce aux Études économiques et aux procédures d'examen mutuel du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui sont menées conformément à ses Principes et pratiques concertés, le Comité :

- procédera à un examen régulier des politiques des Membres et de certains non-Membres ;
- prendra en compte les circonstances propres à chaque pays ; s'appuiera sur l'expérience des Membres de l'OCDE, sur le savoir-faire d'autres comités de l'OCDE et, plus largement, sur des études et des données économiques ; et identifiera et examinera les retombées internationales des politiques mises en œuvre par les gouvernements des pays examinés.

B. Le mandat du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018.